

Kaoutar Harchi: « Un sentiment de marginalisation littéraire »

La sociologue analyse ce que la reconnaissance accordée aux écrivains étrangers francophones ou « de banlieue » dit de la psyché sociale française

ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR
GLADYS MARIVAT

Souvent questionné sous l'angle de la justice, du système scolaire ou encore de l'immigration, le modèle social français l'est peu sous celui de la littérature. Pourtant, rappelle la sociologue Kaoutar Harchi, chercheuse associée au Cerlis (Laboratoire Paris-Descartes-CNRS), le monde des arts est un « *marché symbolique qui cristallise et exacerbe ces questions* ». Retraçant le parcours de cinq écrivains algériens de langue française des soixante dernières années (Kateb Yacine, Assia Djebar, Rachid Boudjedra, Kamel Daoud et Boualem Sansal), son essai *Je n'ai qu'une langue, ce n'est pas la mienne* – qui tire son titre de Derrida – analyse ce que la reconnaissance littéraire, jamais pleine et entière, accordée aux écrivains étrangers francophones, dit de notre psyché sociale.

JE N'AI QU'UNE LANGUE, CE N'EST PAS LA MIENNE. DES ÉCRIVAINS À L'ÉPREUVE, de Kaoutar Harchi, préface de Jean-Louis Fabiani, Pauvert, 306 p., 19 € (en librairie le 7 septembre). Signalons, du même auteur, la parution en poche d'À l'origine notre père obscur, Babel, 176 p., 6,80 €.

Pourquoi, selon vous, la reconnaissance de ces cinq écrivains n'a-t-elle jamais été « pleine et entière » ?

Cela s'explique par l'organisation hiérarchique du champ littéraire français. Au sein de ce champ, le rapport à la langue est fondamental. Très globalement, deux régimes coexistent. D'un côté, le régime dominant des écrivains français, nés en France, ayant la langue française pour langue maternelle et respectant totalement la cohérence du schéma territoire/langue/mœurs/culture. De l'autre, un régime subalterne d'écrivains « de la périphérie », qui ont appris le français et se retrouvent dans une sorte de bilinguisme. La domination littéraire vécue par les écrivains de mon corpus est une domination linguistique fondée sur le modèle de l'universalité – donc de la supériorité – de la langue française. L'épreuve se situe à ce niveau précis : comment s'approprier une langue dominante qui vous possède avant que vous ne la possédiez ?

Vous prenez comme exemple l'entrée de Kateb Yacine au répertoire de la Comédie-Française...

C'est une reconnaissance ambivalente qui s'inscrit dans le cadre de l'Année de l'Algérie en France, en 2003, dont le but était de renforcer, par le biais des arts et de la culture, l'amitié franco-algérienne. L'entrée de Kateb Yacine à la Comédie-Française est annoncée en grande pompe mais, lorsqu'on étudie de plus près les modalités d'entrée d'un texte au répertoire, on se rend compte que l'œuvre de Kateb est resté hors répertoire. Si reconnaissance il y a eu – des pièces adaptées des œuvres de Kateb ont bien été données –, elle est donc demeurée inachevée. Cela indique que la reconnaissance des écrivains algériens francophones relève souvent d'une forme de « bricolage ». L'objet de la reconnaissance n'était guère littéraire, mais politique. Le littéraire (et le culturel) devient un espace où l'on tente de réparer ce qui peine à l'être sur le plan sociopolitique. Dans cette perspective, bien sûr, le texte perd de sa centralité car ces écrivains n'ont pas (pleinement) accès au régime de l'art pour l'art.

Ces auteurs entretiennent un rapport ambigu avec le milieu littéraire parisien, à la fois désiré et rejeté...

Paris est un centre littéraire qui domine de façon assez rare. Les écrivains sont pris dans ce piège de l'hégémonie. Ils voudraient revendiquer une sorte d'autonomie, en affirmant la légitimité d'une littérature algérienne de langue française, et en même temps tous les supports pour pouvoir produire cette littérature – les éditeurs et les libraires, les académies – n'existent qu'à Paris.

Comment chacun est-il parvenu à occuper, au sein de l'espace littéraire français, une position éminente ?

Kateb Yacine et Assia Djebar, du fait de leur volonté de (re)fonder les lettres algériennes, ont mené une fronde littéraire. Boualem Sansal et Kamel Daoud, avec des possibilités plus restreintes, ont opté pour la stratégie de la reconversion, de l'adaptation, de l'assimilation littéraire. Rachid Boudjedra, lui, a adopté une stratégie intermédiaire. Une de ses forces est qu'il est allé à l'école arabe. Cette capacité linguistique double va lui permettre d'entrer dans un rapport de force avec le champ littéraire français et de devenir

l'écrivain de sa propre nation, la nation algérienne.

Vos observations auraient-elles pu s'appliquer aux écrivains nés en France et originaires des anciennes colonies ?

Dans « Le Monde des livres » du 15 mars 2007 a paru le manifeste « Pour une littérature-monde », rédigé par des écrivains français et non français dits « francophones » qui entendaient lutter contre « cette étrange disparité qui les relègue sur les marges ». La même année a paru le manifeste « Qui fait la France? », rédigé par des écrivains catégorisés « de banlieue », pour la plupart nés en France de parents nés dans les anciennes colonies françaises. Si l'on compare ces deux manifestes produits par deux groupes distincts, on remarque des similitudes. Ainsi, des écrivains, souvent nés à Paris ou en région parisienne, qui ont le français pour langue maternelle, expriment un sentiment de marginalisation littéraire proche de celui que des écrivains nés en Haïti ou au Cambodge pourraient à leur tour exprimer. Aux yeux des signataires de « Qui fait la France? », la relégation littéraire dont ils font l'objet est due au fait qu'ils ne sont pas perçus comme d'« authentiques » Français.

On voit bien qu'il se joue donc ici quelque chose de plus profond encore que le rapport à la langue. Qu'est-ce normativement un écrivain français ? Qu'est-ce que normativement la littérature française ? Une littérature plutôt valorisante vis-à-vis de la France quand elle est produite par des individus qui ne sont pas perçus comme légitimes ? Telles sont les questions posées. Finalement le collectif « Qui fait la France? » interroge plus que le modèle littéraire français, il interroge son modèle social. Cette mobilisation collective s'est révélée être un échec si on en juge par sa réception sévère, pour ne pas dire méprisante, dans certains médias. Ces écrivains ont tenté, à partir de leurs propres catégories, d'ouvrir un débat politique. Débat qui a aussitôt été évacué par le champ littéraire français en renvoyant ces écrivains à leur manque de talent stylistique, par exemple. Cela devant expliquer alors leur faible visibilité littéraire. Le paravent qu'on a placé devant ces écrivains dit beaucoup de ce qu'on essaye de cacher. ■